

S O S L M 38/1

2323

(1942)

Construction de wagons à minéral à déchargement
automatique pour la S.I.T.R.A.M. (refus).-

ttre S.N.C.F. au M.T.P.
 pêche du M.T.P. à la S.N.C.F.

16.10.41 (maque)
 9. 1.42

J.G.

PARIS, le 9 Janvier 1942

SECRETARIAT d'ETAT
aux COMMUNICATIONS

Direction Générale
des Transports

Service Economique

2ème Bureau

Demande de construction
de wagons à minerai à
déchargement automatique
formulée par la S.I.T.R.A.M.

C.F.2. 2630

COPIE

LE SECRETAIRE D'ETAT AUX COMMUNICATIONS

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer
Français

Par lettre D.I2I.049/0 du 16 Octobre 1941, vous m'avez transmis une demande de la S.I.T.R.A.M. tendant à faire reprendre l'exécution d'une commande de 27 wagons à minerai, à déchargement automatique, passée par cette Société peu de temps avant la guerre et suspendue en raison des événements.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'après examen, j'estime comme vous que la construction de nouveaux wagons de grande capacité pour le transport de minerai ne saurait être justifiée dans la situation présente que par l'insuffisance du nombre de véhicules de ce type. Or, il résulte de l'étude effectuée que le parc de wagons à déchargement automatique est présentement abondant.

Dans ces conditions, il convient de réserver le faible contingent de métaux ferreux alloué, déjà insuffisant d'ailleurs, à la construction d'un matériel moins spécialisé et d'une plus grande utilité immédiate.

Je ne vois pas, en conséquence, la possibilité d'accorder à la S.I.T.R.A.M. l'autorisation qu'elle demande.

Vous m'avez signalé d'autre part que cette Société, à la suite de votre refus d'accéder à sa demande de construction de nouveaux wagons, invoque l'article 7 des règles pour la constitution et l'emploi du fonds de renouvellement des wagons de grande capacité approuvées par décision ministérielle du 10 mai 1941. Cet article prévoit que les sommes bloquées dans ce fonds au nom d'un propriétaire seront libérées sous certaines conditions si ce propriétaire se voit refuser la construction de nouveaux wagons.

En ce qui concerne ce dernier point, je suis d'accord avec vous pour estimer que les dispositions dont il s'agit visent le remplacement de matériel hors d'usage et non la construction de wagons venant en augmentation du parc.

Par autorisation
Le Directeur Général des Transports
signé : René CLAUDON